

<http://www.snetap-fsu.fr/Haute-Normandie-boycott-CTRE-du-2.html>



Haute-Normandie : boycott CTRE du 2 février

- En Région -

Date de mise en ligne : lundi 6 février 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés



Déclaration au Comité Technique Régional de l'Enseignement agricole de Haute-Normandie

Représentants élus des personnels de l'Enseignement agricole public, nous avons refusé de siéger au [CTREA](#) du 2 février 2012, comme dans toutes les autres [régions](#) de France, où le boycott est massif.

Tout d'abord, les informations concernant la rentrée 2012 ne sont pas de nature à nous satisfaire, tant au niveau national qu'en région :

- 168 emplois supprimés dans l'enseignement agricole public, dont 2,5 équivalents temps plein (E.T.P.) en Haute-Normandie ;
- une pseudo-politique de déprécarisation qui concernera seulement 10 % d'agents dans l'enseignement technique, tandis que d'autres seront licenciés, mutés ;
- des menaces sérieuses pesant sur l'avenir de nos établissements, notamment, pour la rentrée prochaine, au [LPA](#) du Neubourg ou au lycée du bois d'Envermeu.

Par ailleurs, comment accepter de siéger à un comité technique quand les documents de travail qui devraient nous permettre de préparer cette réunion, ne nous sont pas adressés ?

Nous parlons dans ce cas précis des documents qui devaient porter sur « l'examen des conditions de la rentrée 2012, dotation en personnes et moyens », en résumé, nous voulions connaître les dotations globales horaires (D.G.H.) des établissements, la liste des postes supprimés, nous ne les avons pas !

A chaque réunion, nationale ou régionale, on nous chante la même mauvaise berceuse, à grands renforts de dialogue social, on nous promène " avec la volonté "de repousser à plus tard, dans le courant de l'année scolaire, l'annonce officielle des mauvaises nouvelles, afin de museler les personnels inquiets et en colère.

Nous ne sommes pas dupes. Notre ministre, plus préoccupé par la campagne présidentielle que par le mauvais sort réservé aux agents de son ministère, ne nous entend pas.

Il a fallu que plusieurs centaines d'agents, venus de toute la France à Paris, dans les locaux du ministère de l'agriculture, s'adressent directement à Bruno Lemaire pour l'interpeler sur la question de la précarité, et l'obliger à nous recevoir sur cette question !

En région, on nous convoque à des réunions pour nous annoncer qu'il n'y a pas de notification définitive au sujet de la [DGH](#) 2012-2013, idem pour l'emploi ! On nous propose alors de nous revoir lors d'une prochaine réunion, et le tour est joué !

De qui se moque-t-on ? Si nous étions aussi rapides dans le calendrier et l'exécution de nos missions, les usagers

seraient en droit de demander des comptes ! Alors, nous aussi, **nous portons des exigences**, celle des collègues que nous représentons aujourd'hui, à savoir :

- la transparence et la rapidité en terme de transmission des informations et des documents de travail préparatoires aux comités, groupes de travail et autres réunions ;
- la défense de nos collègues contractuels, en situation précaire, et un véritable plan de titularisation pour ces agents ;
- l'interdiction du recours massif et abusif aux heures supplémentaires, lesquelles nuisent à l'emploi ainsi qu'à la qualité des missions assurées au sein de notre ministère ;
- la défense de nos établissements, à l'heure où certains d'entre eux sont menacés, du fait de fermetures de filières (comme le baccalauréat professionnel de technicien de scierie d'Envermeu ou la réforme de la voie professionnelle au LPA du Neubourg) ou par une situation financière fragile ([EPL](#) de l'Eure) ;
- une véritable politique régionale, qui défende les projets d'évolution et de développement des établissements proposés par les équipes, et qui sont en totale cohérence avec nos missions (formation et insertion ; animation et développement rural ; développement, expérimentation et innovation ; coopération internationale).

Fermelement opposés à ces pseudo-politiques de rigueur, "managériales" et destructrices, tant pour les individus que pour l'efficacité et la pérennité de nos missions, nous réclamons donc l'arrêt de ces politiques nuisibles à la bonne santé de l'Enseignement Agricole Public, de ses agents et de ses usagers.

En résumé, nous n'exigeons que les moyens humains et matériels qui nous permettent de travailler efficacement pour assurer nos missions de service public d'éducation.